

ENTRETIEN AVEC **Bernard Friot****Sociologue et économiste**

À travers la description du conflit qui se poursuit depuis 1945 entre deux façons d'envisager le travail selon la valeur économique qu'on lui attribue, Bernard Friot défend la socialisation du salaire, obtenue grâce aux luttes syndicales, face à la vision capitaliste pour laquelle seuls ceux qui vont sur le marché du travail pour produire des marchandises lucratives sont productifs.

En quoi les institutions salariales de 1945 sont-elles révolutionnaires ?

Notre lecture courante de 1945 y voit un changement de partage de la valeur qui aurait permis d'en affecter une partie à des services non marchands et à de la solidarité entre jeunes et vieux, bien portants et malades, célibataires et chargés de famille. Ainsi, l'impôt qui paie les fonctionnaires et la cotisation qui paie les retraités, les soignants ou les parents, seraient une ponction sur la valeur finançant des activités utiles mais non productives.

Or la fonction publique et la sécurité sociale inaugurent non pas un nouveau partage de la valeur (ce qui n'a rien de révolutionnaire) mais une nouvelle production de la valeur, émancipée de sa violence capitaliste. Et ça, c'est révolutionnaire ! Alors qu'aujourd'hui le tiers du PIB est produit par des producteurs libérés du marché du travail, de la propriété lucrative, de la mesure de la valeur par le temps de travail, dire que l'école ou l'hôpital, c'est de la « dépense publique » indispensable ou que les pensions sont de la « solidarité intergénérationnelle », c'est s'obstiner à adhérer à la définition capitaliste de la valeur, qui veut que seuls ceux qui vont sur le marché du travail pour produire des marchandises capitalistes avec un investissement financé à crédit sont productifs. C'est réduire à néant l'immense effort de la classe ouvrière pour instituer une autre pratique de la valeur, qui s'affirme depuis soixante-dix ans avec des fonctionnaires qui produisent la valeur correspondant à l'impôt qui les paie, des retraités qui produisent la valeur exprimée dans la cotisation vieillesse, des soignants qui produisent la valeur correspondant à la part de la cotisation maladie qui les paie, des parents et des chômeurs qui produisent la valeur correspondant aux cotisations famille et emploi.

Selon toi, défendre le plein-emploi ou promouvoir un crédit public ou une révolution fiscale sont des conduites d'évitement, pourquoi ?

La pratique capitaliste de la valeur se heurte à la production faite par des producteurs



©DR

▼
La cotisation salaire pour financer le salaire à vie et la cotisation économique pour financer des entreprises et des services publics dont les salariés seront les copropriétaires d'usage, voilà une citoyenneté d'une autre envergure, et à notre portée.
 ▲

payés à vie, avec une qualification attachée à leur personne et non pas à leur poste comme dans l'emploi. Or revendiquer l'emploi, c'est revendiquer des employeurs et un bon fonctionnement du marché du travail, alors qu'il s'agit de les supprimer en généralisant à tous le salaire à vie, anticipé (non sans limites bien sûr) dans la fonction publique d'État et dans la pension comme salaire continué.

La logique capitaliste se heurte par ailleurs à la cotisation qui socialise une partie de la valeur pour subventionner l'investissement, sans crédit, comme l'a fait par exemple la hausse de la cotisation maladie lors de l'immense effort d'investissement qu'a été la création des CHU. Or revendiquer un crédit

public, c'est légitimer le crédit alors que nos anciens ont créé les conditions de sa suppression. De la même façon, se battre pour une fiscalité qui améliore le partage entre travail et capital, c'est éviter de poursuivre les combats qui ont consisté non pas à « taxer le capital » – ce qui le légitime – mais à produire sans lui. L'impôt, c'est la citoyenneté de personnes ayant du « pouvoir d'achat », le seul pouvoir que le capital nous concède. La cotisation salaire pour financer le salaire à vie et la cotisation économique pour financer des entreprises et des services publics dont les salariés seront les copropriétaires d'usage, voilà une citoyenneté d'une autre envergure, et à notre portée car elle poursuit, et donc honore, les combats passés. Laissons la révolution fiscale à Piketty.

Mais alors, comment s'en sortir ?

Deux pistes (mais mon livre en donne plein d'autres). La première, cesser de nous contenter d'être fiers du service public : être fiers de la fonction publique, c'est nous adresser à la population non pas comme à des usagers d'un service public en danger, mais comme à des travailleurs qui ont droit, comme nous, au salaire à vie. La seconde piste, contre la dévolution aux établissements de leur patrimoine et de leur masse salariale (cœur de la loi Pécresse-Fioraso qui prépare l'université à l'allocation micro-économique de la valeur, constitutive de sa pratique capitaliste), préconiser la socialisation de tout le PIB dans trois types de caisses gérées par les travailleurs : les caisses de salaire pour les salaires à vie, les caisses d'investissement pour le subventionnement de l'outil de travail, les caisses de gratuité pour la couverture des dépenses de fonctionnement courant des services gratuits. ●

Propos recueillis par Fabrice Guilbaud

BIBLIOGRAPHIE

Émanciper le travail (2014), un livre d'entretiens avec Patrick Zech ; a publié aussi L'Enjeu du salaire (2012), L'Enjeu des retraites (2010) et Puissances du salariat (1998), éd. La Dispute.